FIRAF INFO 2

3e promotion du Master2 Techniques des métiers de l'information de l'UNB à Bobo-Dioulasso (Burkina Faso)

4e édition du Festival de radio d'Afrique francophone
10-12 février 2023
Maison de la Culture à Bobo-Dioulasso (Burkina Faso)

Programme
10/02
- Ouverture
-Radio et transition : quelle contribution ?
- Quel journalisme dans un contexte de changement institutionnel ?

11/O2
-Liberté d'expression et de la presse dans un régime de transition : défis et perspectives
-Le journaliste citoyen en période de transition : jusqu'où peut-il s'engager ?

12/02
-Réseau d'initiatives des journalistes (RIJ)
-Journée mondiale de la radio : Radio et paix
-Programme Paix au Sahel (Niger)
-Radio rurale internationale (Canada)
-Remise des prix FIRAF

Haut patronage du ministère de la Communication
Patronage du gouverneur des Hauts-Bassins
Parrainage du PDG de Sya Mines et Carrières

Partenaires
Reporters solidaires
Réseau d'initiatives des journalistes (RIJ)
Union des journalistes et correspondants des Hauts-Bassins (UJCP-HB)
Université Nazi-Boni
Villa Rose
Ville de Bobo-Dioulasso
Sya Mines et Carrière

Changements institutionnels en Afrique de l'Ouest

Quand les micros côtoient les armes

Avec l'avènement des coups d'Etat militaires en Afrique francophone, les entraves à la liberté de la presse planent sur les radios. Quand elles ne sont pas enjointes de fermer par les autorités militaires, elles sont menacées par des activistes à la solde du pouvoir. La 4e édition du FIRAF pose le débat.

Mountamou Kani, directeur de l'Express du Faso et président de l'Union des journalistes et correspondants de presse des Hauts-Bassins (UJCP-HB)
Abdoulaye Ouattara, commissaire général du FIRAF

« *En ces moments de changement institutionnel et de transition, que peut et doit faire la radio ? Que ne doit-elle pas faire ?* », s'interroge le commissaire général du FIRAF, Abdoulaye Ouattara au cours de la conférence presse annonçant la 4e édition du Festival International des Radios d'Afrique Francophone. Pour cette édition, actualité politique oblige, les réflexions se focalisent sur « radio et transition : quelle contribution ? ».

Un thème courageux

« *Le thème paraît osé mais il est nécessaire que la radio apporte sa contribution au débat et à l'éveil des consciences* », selon le commissaire général du FIRAF. Faisant référence à des propos tenus par le premier ministre burkinabè qui demande que les plateaux télé soient « recadrés » en mettant en garde les journalistes contre les dérives de la radio des Mille collines qui a encouragé le génocide rwandais, Mountamou Kani, président de l'Union des Journalistes et correspondants de presse des Hauts-Bassins (UJCP-HB), partenaire du FIRAF, estime que « *ce qui est dit aujourd'hui pour les plateaux télé vaut aussi pour la radio* ». C'est pourquoi selon lui, le choix du thème est courageux et est à saluer.

Le FIRAF devient une association

Des master classes sont organisées en marge du festival par le Réseau d'Initiatives des Journalistes (RIJ), association partenaire du FIRAF, pour des étudiants en communication. Malgré les contraintes du moment, la 4e édition connait la participation de pays voisins du Burkina Faso, en l'occurrence le Niger, le Mali, le Bénin et la Côte d'Ivoire. Le ministre de la Communication, des Arts et de la Culture, patron de l'édition, ou son représentant, est attendu au festival. A l'issue de la 4e édition, un travail va se faire pour la mise sur pied d'une association qui s'occupera désormais de l'organisation du FIRAF et pensera à sa pérennisation.

Défenses des intérêts des journalistes

Présente à la conférence de presse, Christine Cognat, présidente de Reporters solidaires, a dit sa joie de pouvoir y prendre part en plus du soutien apporté à l'organisation. Depuis deux ans, l'Association Reporters solidaires, partenaire traditionnel du festival, encadre les étudiants du Master 2 en Techniques des Métiers de l'Information de l'Université Nazi-Boni pour la réalisation du journal FIRAF INFO. L'association franco-africaine défend depuis sa naissance les intérêts des journalistes et s'investit pour la formation de ces derniers, surtout en Guinée, au Mali et bien évidemment au Burkina Faso.

Grégoire Zongo

Coups d'Etat et Transition en Afrique de l'Ouest
Un phénomène en vogue

Mali, Burkina Faso et Guinée, ces trois pays d'Afrique de l'Ouest vivent depuis quelques années des transitions politiques consécutives à des coups d'Etat

Selon le Dr. Poussi Sawadogo, diplomate et historien, spécialiste des relations internationales et actuellement directeur de l'Institut des Hautes études internationales (INHEI), l'avènement des coups d'État en Afrique de l'Ouest s'explique par « *une gouvernance insatisfaisante caractérisée par la corruption, le népotisme et l'insécurité galopante* ». Selon le Pr. Jonathan Powell, enseignant à l'Université de Floride, « *les pays qui subissent le terrorisme et qui font face à des insurrections sont également les plus susceptibles de connaître des coups d'État, de même que les nations dont les dirigeants manquent de légitimité auprès de la population ou des forces armées* ».

Mauvaise gouvernance

Un coup d'État est une « *tentative illégale et manifeste de l'armée ou de l'élite au sein de l'appareil d'État de renverser l'exécutif en place* », indiquent les enseignants-chercheurs Jonathan Powell et Clayton Thyne dans un article de 2011 publié dans le Journal of Peace Research. Selon les deux auteurs, le Soudan est le pays africain qui a connu le plus grand nombre de coups d'État – réussis ou non – depuis 1950, soit dix-sept. Selon le Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine, les raisons qui expliquent les coups d'états en Afrique sont à rechercher dans les «*insuffisances en termes de gouvernance*», mais aussi dans « *la cupidité, l'égoïsme, une mauvaise gestion de la diversité et des opportunités, la marginalisation, les abus des droits humains, le refus d'accepter la défaite électorale, la manipulation des constitutions, ainsi que la révision anticonstitutionnelle des constitutions en faveur d'intérêts restreints et la corruption* ».

Les transitions entre espoirs et craintes

Dans Les Démocraties : Institutions, fonctionnement et défis, Alexandra Goujon explique que « *la transition démocratique caractérise le processus de passage d'un régime autoritaire ou totalitaire à un régime démocratique* », par exemple d'une dictature à une démocratie.

Le Pr. Augustin Loada, dans Transitions démocratiques en Afrique de l'Ouest, processus constitutionnels, sociétés civiles et institutions démocratiques, distingue plusieurs types de transitions dont celle résultant des dynamiques du bas dans lesquelles, sous la pression des gouvernés, les régimes autoritaires sont obligés d'abandonner le pouvoir. Il cite aussi avec les auteurs O'Donnell et Schmitter, les transitions « top down » dans lesquelles les régimes autoritaires en place disposent de suffisamment de ressources de cohésion pour dicter les nouvelles règles du jeu. D'une durée moyenne de deux à trois ans, les transitions démocratiques sont, selon Céline Thiriot, enseignante-chercheuse à l'Université Sciences Po de Bordeaux, des processus incertains quant à leur issue.

Romaine Zidouemba

Les faits au Burkina Faso

31 octobre 2014 : fuite du président élu Blaise Compaoré suite aux manifestations contre un 3e mandat
1er novembre 2014 : prise du pouvoir par le lieutenant-colonel Yacouba Isaac Zida
17 novembre 2014 : désignation du président de la Transition Michel Kafando, un civil
29 décembre 2015 : élection du président Roch Marc Christian Kaboré
24 janvier 2022 : coup d'Etat du lieutenant-colonel Paul-Henri Sandaogo Damiba. Nouvelle transition
30 septembre 2022 : putsch du capitaine Ibrahim Traoré désigné président de la Transition

Les faits au Mali

22 mars 2012 : putsch du capitaine Amadou Sanogo qui renverse le président élu Amadou Toumani Touré
11 août 2013 : élection du président Ibrahim Boubacar Keïta (IBK), réélu le 12 août 2018
18 août 2020 : arrestation de IBK par des militaires
21 septembre 2020 : désignation de Bah N'Daw au poste de président
24 mai 2021 : arrestation de Bah N'Daw sur ordre du colonel Assimi Goïta
28 mai 2021 : Assimi Goïta devient président de la Transition

Les faits en Guinée

23 décembre 2008 : prise du pouvoir par le capitaine Dadis Camara après le décès du président Lansana Conté
3 décembre 2009 : attentat contre Dadis Camara. Sékouba Konaté devient président de la Transition
7 novembre 2010 : élection de Alpha Condé, réélu en 2015
5 septembre 2021 : putsch de Mamadi Doumbouya, désigné président de la Transition

Le capitaine Ibrahim Traoré, président du Burkina Faso

Micro-trottoir : êtes-vous bien informé par les radios?

Koumbou Da, étudiant en 3e année Biochimie/Microbiologie
« Souvent il y a des informations qui sont utiles. Mais avec la situation d'insécurité, il y a des informations qu'on aimerait ne pas laisser passer pour ne pas inciter les malfaiteurs à continuer à faire leur sale travail. Il y a des choses qu'il faut garder secrètes. C'est-à-dire que la population doit savoir certaines choses, mais pas tout ».

Martin Sawadogo
Il y a des informations que les radios diffusent qui sont bien. C'est grâce à ces informations que nous aussi on est informés. Sans la radio, il y a des choses que nous ne saurions pas. Concernant la sécurité, il y a des informations que l'on ne peut pas donner car si vous donnez tout, vous allez donner des positions à l'ennemi sur le terrain.

Adama Compaoré, employé de commerce
Concernant la sécurité en tout cas les informations nous parviennent normalement. Je suis satisfait de ce que j'écoute à la radio. Je suggère que les radios donnent l'information en temps réel pour que la population puisse savoir. Comme ce sont des informations sécuritaires, c'est mieux que la population soit informée en temps réel au lieu de laisser traîner.

Monique Kaboré, restauratrice
Moi, personnellement, les informations me traumatisent. Mais ça ne veut pas dire que je ne veux pas qu'on informe les gens. Mais quand tu penses aux enfants qui sont en train de mourir, ça me choque et je n'arrive pas à dormir.

Moussa Sosso
J'écoute la radio Omega. Souvent les informations sont bonnes et si on continue comme ça on va y arriver. Selon moi ce qui passe à la radio, c'est bon. Pour améliorer les informations, il faut que nous-mêmes, c'est-à-dire toute la population, nous acceptions de changer de comportement. Si on fait comme ça, on va voir que ça va aller .

Eve Hien, étudiante en 3e année d'anthropologie
C'est difficile de juger, vu que c'est un sujet un peu sensible et que toutes les informations ne peuvent pas être données. Mais je pense que le nécessaire est fait à travers certaines chaînes. Ce qui doit être donné est donné. C'est vrai que souvent, on a des soucis parce qu'on ne nous avait pas donné de bonnes informations. Ce qui fait que les gens sont un peu mitigés actuellement.

Grégoire Konbasséré, étudiant
Je trouve que les radios tiennent compte du contexte de la transition et de l'insécurité. C'est un contexte particulier, il faut en tenir compte avant que les journalistes fassent leur de travail. Mais les radios sont libres de diffuser les informations utiles à la population.

Abdel Aziz Sanon
On peut dire que les informations que nous recevons sont essentielles pour nous, public. Pourtant, il y a des limites car il ne faut pas diffuser des informations qui vont envenimer la situation.

Micro-trottoir : êtes-vous bien informé par les radios?

Lacina Koné, étudiant en 3e année d'anthropologie
Personnellement je peux dire que les informations que l'on donne sur les radios sont satisfaisantes. Même si ce n'est pas toutes les informations qu'on arrive à recevoir parce qu'on n'est pas tout le temps à côté de la radio. Mais le peu d'informations que j'arrive à écouter est satisfaisant. Je ne peux qu'encourager les gens de radio afin qu'ils puissent nous fournir plus d'informations. Sinon moi, je pense que c'est bon.

Aïchata Ouattara, étudiante
Les infos véhiculées par les radios reflètent la réalité certes, mais tout n'est pas dévoilé. Je pense que les radios doivent travailler à diffuser des informations fiables, travailler à satisfaire le droit à l'information du public.

Lassina Traoré, étudiant

Les médias ne sont pas censés diffuser toutes les informations, mais nous pensons que les informations que nous recevons sont satisfaisantes

Youba Goeta, étudiant
Il y a des radios qui ne diffusent pas les informations, cela peut être lié aux problèmes d'accès aux sources d'information ou une décision des médias de ne pas diffuser les informations.

Abdoul Karim Tassembedo, conseiller des affaires culturelles
Dans le domaine de l'information,
surtout ces temps-ci, les journalistes font bien leur travail, même si on voit qu'ils sont limités à certaines choses. Il y a des informations qu'ils n'osent pas diffuser parce qu'on va les interpeller. C'est l'inconvénient. Selon moi on doit les laisser libres de faire leur travail tant qu'il y a la démocratie.

Pamoussa Ima, technicien supérieur du cinéma et de l'audiovisuel
Ce que je peux dire sur ce sujet, c'est qu'on n'arrive pas à avoir les informations. Mais je ne peux pas dire que le travail n'est pas fait. L'engagement du gouvernement est tel que l'information n'arrive pas à être publiée puisque ça fait partie de la stratégie gouvernementale. L'information que nous devrions avoir est celle concernant l'évolution de la situation sécuritaire mais en écoutant le président, on a l'impression qu'il y a une stratégie pour limiter l'accès à ces endroits pour pouvoir évoluer. Sinon en réalité les radios abattent un grand travail.

Mme Ouédraogo, commerçante
Je trouve que les radios accomplissent leur mission d'information de façon indépendante et responsable. Les informations qui sont diffusés sont celles qu'elles jugent utiles de transmettre aux auditeurs. Je trouve aussi normal le choix de ne pas diffuser certaines informations, parce qu'on ne doit pas tout divulguer. Si les radios se donnent la liberté de diffuser certaines informations, elles risquent d'être sanctionnées.

Adama Sorgho

La parole aux radios de Bobo-Dioulasso

« Dire la vérité, rien que la vérité »

La visite de quelques radios de Bobo-Dioulasso permet de se faire une idée du travail des rédactions dans cette période compliquée. Entre difficultés de terrain et problèmes financiers, les journalistes continuent d'informer et de faire leur métier

A Radio Omega, Paul Soma, directeur des programmes, avoue que le changement institutionnel a impacté le monde des radios au Burkina Faso.

Paul Soma, chef de programmes Omega Bobo.

« *La Transition a fragilisé le monde des radios. C'est pourquoi les difficultés ne manquent pas aujourd'hui. Elles peuvent être de tous ordres comme la réduction des sorties de terrain ou la recherche de moyens pour le renforcement des capacités des journalistes. Autant de problèmes qui accroissent les griefs contre le changement institutionnel au Burkina Faso* ».Selon Paul Soma, le traitement de l'information n'a cependant pas tellement changé. *« Il faut juste recadrer le travail des journalistes et leur donner une nouvelle orientation. L'information radio est toujours nécessaire en temps de crise ou non* ».

Le changement institutionnel a impacté financièrement les activités de la radio. *« Etant donné que les radios vivent de l'information et du quotidien de la population, lorsque celle-ci est malmenée financièrement, cela a un impact sur toutes les activités, y compris le secteur de la radio* ».

A la Radio LPC Bobo-Dioulasso c'est Hervé Bayala, responsable de l'antenne, qui s'exprime. Pour lui la radio contribue fortement au renforcement institutionnel de cette transition politique mise en place au Burkina Faso. Il précise : *« cette contribution est visible par exemple au niveau des émissions citoyennes pour sensibiliser les jeunes et leur faire prendre conscience des drames qui endeuillent chaque jour les Burkinabè* ».

Hervé Byala, directeur de la radio LPC

La Radio doit-elle changer sa manière de travailler ? En cette période transitoire, le doyen de la Radio LPC dit n'avoir pas eu de problèmes majeurs. Selon Hervé Bayala, en période transitoire, le journaliste doit dire la vérité et rien que la vérité, quelle que soit la situation à laquelle il fait face. Il ajoute : *« les radios doivent donc contribuer au renforcement de la transition en disant la vérité à la population et ne pas tomber dans la propagande* ».

FIRAF

Radio et transition

« Le choix des mots est important »

La conférence inaugurale de la 4e édition du FIRAF a permis à Mountamou Kani, directeur de l'Express du Faso, d'inviter les journalistes à ne pas accompagner aveuglement la Transition

« *Quand la radio dit, c'est que c'est vrai* ». Mountamou Kani, directeur de l'Express du Faso, président des éditeurs de presse privée des Hauts-Bassins et président de l'Union des journalistes et correspondants de presse des Hauts-Bassins (UJCP-HB), montre avec cette phrase que la radio est le média le plus populaire en Afrique d'où son « *rôle aussi important que capital* ».

Le rôle des journalistes est et reste celui d'éclairer l'opinion, sans peur, mais dans le respect des règles et principes de la profession. Mountanmou Kani avoue faire foi « *plus à l'éthique et à la déontologie qu'à la neutralité du journaliste* ».

Dans le contexte sécuritaire qui est le nôtre aujourd'hui, « *le choix des mots et expressions est important* » dit Moutamou Kani, directeur de l'Express. En réalité, « *les pouvoirs tirent profit de notre travail mieux que les populations* ». Pour lui, la radio doit faire en sorte que les transitions réussissent dans le bon sens, pour le *« bonheur des populations et non celui des autorités* ». Pour cela, il faut « *toujours être dans la vérité* » pour éviter que le pays ne retombe dans les mêmes travers qui ont entraîné la crise.

Le rôle du journaliste n'est pas « *d'accompagner aveuglement les transitions* ». Il doit faire preuve de rigueur dans le traitement journalistique de l'information, encore plus en période de crise pour éviter la censure. Pour cela, la formation continue des journalistes doit être permanente.

Un regard dans le rétroviseur de la radio

Dans les périodes de transition, faites d'incertitudes et de réformes, la radio peut avoir des avantages mais aussi des inconvénients si elle n'est pas utilisée à bon escient. Selon Mountamou Kani, l'insurrection populaire au Burkina Faso en 2014 et la mise en échec du putsch de 2015 sont des preuves que la radio peut jouer un rôle déterminant dans la conduite de la destinée d'un pays. A l'inverse, la radio a aussi contribué à des dérives à l'image de celle des Mille collines pendant le génocide rwandais et la radio de Biafra lors de la guerre du Biafra au Nigéria.

Dans son histoire à travers le monde, la radio a été au centre des processus de gestion des pouvoirs. Pendant les années de pré-indépendance, la radio a servi d'outil de propagande pour le colon. En Afrique, les premières radios ont été créées pour servir les intérêts des colons et asseoir leurs valeurs auprès des populations locales. Après les indépendances, les premières autorités africaines ont maintenu la radio dans ce rôle de porte-parole des pouvoirs publics. En 1975, un ministre camerounais a même qualifié les journalistes de « hauts parleurs » des gouvernants. Après les indépendances, la radio a surtout joué un rôle de consolidation des pouvoirs. En conclusion, Mountamou Kani appelle les journalistes à faire leur travail « *en toute honnêteté et en toute responsabilité », même dans des contextes difficiles, en liberté mais bien ».*

Romaine Zidouemba et Grégoire Zongo

EN BREF

A la cérémonie d'ouverture du FIRAF, étaient présents Marguerite Blégnan, directrice régionale de la Communication, représentant le ministère de la Communication, et Brahiman Sanou, PDG de Sya Mines et Carrières, parrain de la manifestation.

FIRAF

Liberté d'expression et de la presse

Le professionnalisme comme bouclier à la caporalisation de la presse

Un leader religieux qui s'incline devant le président, une prière dite au cours d'un meeting de soutien à la transition et un journaliste qui déclare sur un plateau de télévision : « *ce n'est jamais facile de critiquer Ibrahim Traoré parce que c'est un messie* », c'est par ces trois carricatures que Roger Sawadogo, directeur de la radio La voix du Soum à Djibo, campe le décor du journalisme au Burkina Faso. Des exemples qui montrent à souhait les dérives qui guettent le régime de la transition. Roger Sawadogo s'inquiète de la monté du fanatisme autour de la personne du président de la transition, surtout à travers les réseaux sociaux au Burkina Faso. « *C'est le printemps des activistes au Burkina Faso* » ironise-t-il.

Pour Roger Sawadogo, la transition au Burkina Faso introduit une nouvelle approche des relations presse. Désormais, les couvertures médiatiques et les voyages de presse sont limités au profit des communiqués et des comptes rendus d'activité fournis par les services de communication de la présidence. Le journaliste égrène un chapelet de griefs relevés par les médias qui accusent la Transition de chercher à caporaliser la presse. « *Les journalistes doivent-ils travailler à la solde des acteurs de la transition ?* » demande-t-il. Par ailleurs, il évoque plusieurs appels au meurtre de journalistes lancés par des individus soutenant le régime. La suspension de RFI, l'avertissement donné à France 24, le vide juridique créé au niveau de l'organe de régulation des médias, le Conseil Supérieur de la Communication, représentent selon lui des menaces pour la presse en cette période troublée.

Mais tout n'est pas sombre pour les journalistes en période de transition. Il y a aussi des opportunités qu'ils doivent saisir. «*Le président de la transition actuelle ne fuit pas les micros. Il a un agenda de communication qu'il déroule autant qu'il peut*. » Le journaliste en veut pour preuve la rencontre qu'il a tenue avec les patrons de presse au début de sa prise de pouvoir.

Tout compte fait, Roger Sawadogo invite la presse à s'impliquer davantage et à vérifier les informations institutionnelles reçues. « *Le professionnalisme constitue un véritable bouclier à la caporalisation des médias en période de transition* », conclut-il.

Les radios ont joué un grand rôle dans la chute de Moussa Traoré en 1991. Selon Soumaila Dagnoko, ce dernier, au fil du temps, était parvenu à s'imposer en véritable dictateur au point que « *la vérité ne se disait plus en public* » à Bamako. A un moment donné, les radios ont pris leur courage à deux mains pour dénoncer les pratiques dictatoriales de celui qui était pourtant venu au pouvoir pour une courte transition de six mois. La deuxième transition, dirigée par Amadou Toumani Touré, a porté l'espoir de ne plus revivre les tares d'un régime autoritaire. Malheureusement, vingt ans après, le cycle des coups d'Etat a repris avec celui de Amadou Aya Sanogo.

Le Mali vit une nouvelle transition mais les radios ne se dessaisissent pas de leur rôle. Une nouvelle constitution est en cours d'élaboration tandis qu'une autorité de gestion des élections va être mise en place. Les radios sont parties prenantes de ce processus comme en témoignent les débats menés en langue locale et en français sur les différentes antennes. Le journaliste soutient qu'au Mali : « *les radios jouent leur partition pour permettre aux citoyens d'être au même niveau d'information et de donner leur avis sur la Transition ainsi que sur les réformes en cours.* »

Par ailleurs les radios se sont constituées en réseau pour la promotion de la paix pour le Sahel, avec des formations continues et un encadrement pour renforcer le professionnalisme des médias.

FIRAF

Liberté d'expression et liberté de la presse

La synergie d'action, la solution

Anselme Somda, juriste, dresse un bilan sans concession de la liberté de la presse au Burkina Faso, au Mali et en Guinée. Il exhorte les journalistes à ne pas abandonner leur liberté

« *Unissons-nous pour la défense de la liberté d'expression et de la presse* », c'est l'appel lancé par Anselme Somda, juriste, chargé de programme au Centre pour la Gouvernance démocratique (CGD), aux journalistes et défenseurs des Droits. Il s'interroge : « *les atteintes à la liberté d'expression et de la presse sont-elles propres aux régimes de transition ?* ». Non car des dérives sont constatées aussi sous des régimes démocratiques. Ce fut le cas en Guinée sous le président Alpha Condé où il y a eu plusieurs arrestations de manifestants, des destructions de matériels de travail et des condamnations de journalistes.

Au Burkina Faso également, sous le pouvoir de Roch Marc Christian Kaboré, président démocratiquement élu, plusieurs faits et remises en cause de la liberté de la presse ont été enregistrés. Par exemple, l'adoption d'un nouveau code pénal « liberticide » en 2018 et des coupures intempestives d'Internet.

Dictateurs 2.0

Anselme Somda qualifie de dictateurs 2.0 les putschistes des trois pays en transition : Mali, Burkina Faso et Guinée. Pour lui, ces nouveaux dirigeants se montrent plus favorables à la liberté d'expression et travaillent à maintenir les mêmes standards d'un État de Droit que leurs prédécesseurs. Cette position s'explique par l'évolution des consciences et les avancées démocratiques dans ces pays. « *De nos jours, on peut constater que les coups de force ne fonctionnent pas comme à l'époque des régimes d'exception où les libertés étaient totalement embrigadées. Actuellement* », reconnait -il, « *le respect des droits fondamentaux et des libertés publiques est toujours en vigueur* ». Les transitions actuelles en Afrique de l'Ouest s'appuient sur un attelage militaires-civils, la mise en place d'une charte de la transition, la réactivation de la constitution et surtout le respect des engagements internationaux. Une sorte de légitimation des pouvoirs pour les présenter comme des régimes démocratiques.

Caporalisation des médias

Tout n'est cependant pas rose. Aujourd'hui, les autorités tendent à la caporalisation des médias. Anselme Somda relève plusieurs entraves à la liberté d'expression. Au Burkina Faso, la suspension de RFI et la mise en demeure de France 24. Des menaces verbales contre des journalistes et la centralisation des informations par les services de communication de la présidence. Au Mali également, l'interdiction de RFI et de France 24, la suspension de la chaine Joliba TV et les menaces contre un journaliste à la suite de son reportage sur Wagner.

Le juriste fustige cette volonté de « *d'absoute de la liberté de la presse sur l'autel de la sécurité. Si nous renonçons à nos libertés au nom de la sécurité, nous ne méritons ni les unes, ni l'autre* ». En conclusion, il exhorte la société civile à soutenir davantage la presse et à engager des actions fortes visant à la dépénalisation des délits de presse, en Guinée notamment.

Chantal Ouédraogo et Adama Sorgho

Dans la salle, de nombreux étudiants de l'Université Nazi-Boni à Bobo-Dioulasso ont posé des questions pertinentes au cours de débats animés

FIRAF

Journaliste engagé : jusqu'où peut-il aller ?

Réflexions croisées sur l'engagement du journaliste

Engagement auprès de sa municipalité pour Awa Ly, journaliste à Fada, engagement citoyen pour Christine Cognat, présidente de Reporters solidaires

Awa Ly, journaliste à Bagrépôle FM et correspondante de Radio Oméga relate son engagement en période de crise. Comment un journaliste peut-il contribuer à accompagner les organes de la transition ? Dans son témoignage, elle explique comment elle s'est engagée à défendre le droit à l'information des populations et a amené les autorités à remplir leur devoir de reddition des comptes.

Avant la transition, le rôle de la radio, surtout au niveau local, était d'aider les citoyens à accéder à l'information émanant de l'autorité municipale. Durant ses neuf années de pratique journalistique à Bagrépôle FM, Awa Ly souligne que la radio a souvent accompagné la mairie de Tenkodogo par la diffusion d'informations et la couverture en direct des sessions du conseil municipal.

Awa Ly dit avoir initié une production journalistique sur la qualité des infrastructures réalisées à Tenkodogo, dans le cadre de la commémoration de l'indépendance du Burkina Faso. Son initiative a contraint les autorités impliquées à rendre des comptes.

Dans la salle, Souleymane Gansoré, journaliste, demande à Christine Cognat son avis sur le traitement pro-ukrainien des médias français. « *Toute guerre est une guerre de l'information et toutes les parties du conflit cherchent à manipuler l'opinion en leur faveur* », répond Christine Cognat. « *Mais la Russie a envahi l'Ukraine, c'est un fait. Ce qui n'empêche pas des journalistes français d'aller en Russie pour donner la parole aux populations qui soutiennent Poutine* ».

Journaliste citoyen…

« *Tout journaliste est un citoyen et fait preuve de citoyenneté en traitant et diffusant l'information de façon à éclairer l'opinion* », rappelle Christine Cognat, journaliste et présidente de l'association Reporters solidaires. Un journaliste citoyen va plus loin en s'engageant pour une cause sans être un militant. Il va au-delà du journalisme ordinaire et prend des initiatives pour défendre cette cause qui doit toujours être d'intérêt public : promotion des droits humains, défense des droits de la femme, protection de l'environnement, lutte contre le travail des enfants, etc. Mais il reste avant tout journaliste et exerce son métier encadré par des lois, la déontologie et des règles professionnelles. Jusqu'où un journaliste citoyen peut-il s'engager ? Pour Christine Cognat, « *il n'y a pas de limites. Au lieu de subir l'information, faire du journalisme citoyen permet une certaine liberté et de développer la confraternité en mutualisant les moyens autour d'une cause*.».

… Et citoyen journaliste

Il faut bien faire la différence cependant entre journaliste citoyen et citoyen journaliste. Abraham Zapruder, un fabricant de vêtements pour femmes au Texas, est un des premiers exemples de citoyen journaliste. Le 22 novembre 1963, il a filmé l'assassinat du président américain John Kennedy avec une caméra amateur et a donné ses images aux chaînes de télévision qui les ont largement diffusées puisque la scène s'était produite dans un endroit où il n'y avait de caméra de télévision. Il arrive par ailleurs que la presse soit dans l'impossibilité de faire son travail parce qu'elle est opprimée et ce sont alors les citoyens journalistes qui relaient les informations, par exemple lors des printemps arabes.

Romaine Zidouemba et Grégoire Zongo

Journée mondiale de la radio

A l'issue de la 4e édition du Festival international des Radios d'Afrique Francophone (FRIAF) les professionnels de la radio commémorent la l2 e édition de la journée mondiale de la Radio (JMR). Célébrée chaque 13 février, la JMR a cette année pour thème « Radio et paix ». Un thème qui résonne particulièrement au Sahel où plusieurs pays sont confrontés à des attaques terroristes et à l'insécurité.

Les prix du FIRAF

Chaque année, le FIRAF récompense des reportages radiophoniques sur le thème du festival.
En 2023, le premier prix est décerné à Karim Ouédraogo (RTB Dédougou, BF), le deuxième à Drissa Diallo (radio Yelen de Kadiolo, Mali) et le troisième à Aristide Nombré (radio Téria de Banfora, BF). Les prix, un ordinateur et deux enregistreurs numériques, sont offerts par l'association franco-africaine Reporters solidaires.

RIJ : les journalistes burkinabè se prennent en main

Au départ, simple cadre informel entre journalistes burkinabè pour partager leurs expériences, le Réseau d'initiative des journalistes (RIJ) est formalisé en 2001. Sa devise : « Former pour mieux faire connaître notre richesse». Sa principale mission réside donc dans la formation de ses membres et des journalistes du Burkina Faso. Pour être opérationnel, le RIJ s'est doté d'un Comité de pilotage (CDP) et d'une assemblée générale. Un coordinateur, actuellement Romaine Zidouemba, se trouve à la tête de cette instance qui a plusieurs partenaires : le FIRAF, l'UNICEF, la Deutsche Welle Akademie, l'Union européenne, le Centre national de presse Norbert Zongo, etc.
Dans ses formations, le RIJ fait la promotion de l'éthique et de la déontologie ainsi que des textes sur la presse. Il bénéficie d'un pool de formateurs qui ont déjà fait leurs preuves dans le renforcement des capacités des journalistes en Mobil journalism (MoJo) et en Journalisme sensible aux conflits.
Ses actions sur le terrain lui ont valu une reconnaissance des autorités burkinabè qui lui ont décerné en 2016 la médaille de chevalier de l'Ordre du Mérite pour la presse écrite, la radio et la télévision.
Tout professionnel des médias peut adhérer au RIJ pour peu qu'il accepte les conditions de l'organisation en payant son droit d'adhésion (2 000 F CFA). Pour contribuer au fonctionnement du RIJ, chaque membre doit s'acquitter en outre d'une cotisation annuelle qui s'élève à 6 000 F CFA.
Konwoman Rufin Paré